

Femmes djihadistes : Macron prépare discrètement leur « retour » en France avec l'ouverture d'un centre à Rennes !

écrit par Jules Ferry | 31 juillet 2021





A Rennes, ouverture d'un centre pour « femmes radicalisées » dès septembre...

Le centre de la honte qui ne passe pas !

Objectif à terme : y héberger les femmes djihadistes de Syrie pour les relâcher ensuite dans la nature !

Elles ont brûlé leur carte d'identité, elles ont combattu la France et participé directement ou indirectement au pire. Maintenant elles veulent « rentrer », **on parle de les « rapatrier »**, du latin médiéval *repatriare*, ***revenir dans sa patrie***, ce qui est un comble !

Pour que la pilule passe dans l'opinion, Macron y va progressivement.

Un premier « centre » va ouvrir en douceur à Rennes. Avec 6 radicalisées présentes sur le territoire. Puis quelques dizaines à terme. Et enfin, à terme, les femmes djihadistes de Syrie...

L'objectif final est d'y « accueillir un jour les

**djihadistes françaises détenues par les Kurdes en Syrie » :
c'est Radio France donc Radio Macron qui le dit !**

Au menu pour occuper ces dames en attendant la quille : ateliers psychologie, activités, formation professionnelle...

Certains petits Français sont moins bien traités que cela ! Certaines nobles causes ne reçoivent pas un sou d'argent public !

Tout est déjà en place ! On est écœuré de voir que l'argent coule à flots, avec assistantes sociales et enseignants, pour accueillir à bras ouverts les ennemis de la France !

Rennes : la prison des femmes va accueillir des femmes radicalisées dès septembre. Une première en Europe



En septembre, un quartier de prise en charge de la radicalisation va ouvrir au centre pénitentiaire des femmes de Rennes. Un des quartiers de la prison a été aménagé et sécurisé pour accueillir ces détenues pour une période de six mois renouvelables.

Le 6 septembre prochain, ce quartier de prise en charge de la radicalisation (QPR) accueillera des femmes radicalisées.

[Un quartier "spécialement aménagé", comme une simple cure de désintox !]

Ce quartier réservé aux femmes radicalisées, se situera dans d'anciens locaux qui ont été aménagés et sécurisés en 2021 pour cette mission très spécifique.

Le quartier comprend une zone d'hébergement avec 29 places pour l'instant, dont **deux nurseries** [elles viendront avec leur progéniture car le djihad se fait aussi par le Remplacement], **une cour de promenade, une salle de sport, une salle de soin et des salles d'activité.**

Pour Véronique Sousset, la directrice du centre pénitentiaire, **"il ne s'agit pas d'un quartier d'isolement amélioré. C'est bien un quartier de prise en charge, avec le service pénitentiaire d'insertion et de probation, avec les surveillants et avec les gradés. Qu'est-ce que ça signifie la prise en charge ? Évidemment, ce sont à la fois des observations, des évaluations, des activités spécifiques, l'idée étant de désengager de 'l'agir violent' et aussi d'éviter le risque de prosélytisme."**

"Prévenir des risques en détention mais aussi préparer la sortie"

Toutes les femmes qui séjourneront dans ce quartier spécialisé **"auront été évaluées préalablement"**. **"Ce sont des condamnées ou des prévenues pour faits de terrorisme"** précise Véronique Sousset. **"Mais toutes les femmes condamnées pour terrorisme n'ont pas vocation à passer dans ce QPR"**.

La durée de séjour est de "séjour" est de 6 mois renouvelable et **l'expérience dans les QPR hommes a démontré qu'il fallait 18 mois pour "une prise en charge qui ait du**

sens, car l'intérêt est de ne pas faire toute la totalité de sa peine au QPR mais d'y faire quelque chose pour prévenir des risques en détention, mais aussi préparer la sortie “.

[Nourries, logées, aux petits soins...et en plus, elles recevront une formation professionnelle !]

Les détenues pourront travailler ou suivre une formation professionnelle pendant leur incarcération mais cela leur sera limité afin d'éviter tout contact avec d'autres détenues non-radicalisées.

Cette prise en charge, la même que celle appliquée aux hommes radicalisés, passera également par la prévention de la récidive et l'évaluation périodique de la radicalisation.

L'un des objectifs, est d'éviter que les détenues se radicalisent encore plus entre elles en prison. Comme le précise Ismaël Riggy, directeur adjoint pour la mission de lutte contre la radicalisation violente à l'Administration centrale, *“on n'a pas de baguette magique, pas de solution miracle. En revanche, **on a une obligation de moyens renforcés. On fait en sorte de les ramener à la communauté, d'insuffler du doute sur leur croyance, ce qu'elles pensent des acquis.**”*

Des personnels formés et adaptés

Du personnel pénitentiaire a été spécifiquement affecté à ce QPR : **des personnels “gradés”, 12 surveillantes (à terme 18), 2 (puis 3) conseillers d'insertion et de probation, 2 psychologues, 2 éducateurs du réseau Mission de lutte contre la radicalisation violente et une assistante sociale.**

Cette surveillante pénitentiaire, qui s'est portée volontaire pour travailler auprès de ces détenues radicalisées, **explique avoir reçu une formation spécifique**

de trois semaines permettant de mieux connaître le djihadisme féminin : *“On nous a présenté l’islam : on est parti de la base, ensuite à l’islam radical. On a eu des interlocuteurs très chevronnés, une sociologue venue de Suisse, une doctorante, des historiens, des médiateurs du fait religieux. Ils nous ont décortiqué l’évolution de la femme djihadiste pour comprendre le basculement et ce qui les ont poussé à basculer dans l’idéologie djihadiste.”*

[Le meilleur pour la fin :]

L’administration du centre pénitentiaire n’exclut pas d’accueillir ici un jour les djihadistes françaises détenues par les Kurdes en Syrie.

[= Nous y voilà, c’est l’objectif réel !]

France info et [France 3 Bretagne](#)

Elles sont parties faire le djihad.

Mais pour les gauchistes, ce sont des « Français » : mot choisi et martelé pour attendrir l’opinion...on est censé tendre la main à des “compatriotes”, n’est-ce-pas !

Nous n’avons que faire de la « repentance » de ces « femmes du djihad » : nous avons très bien vécu sans elles et continuerons à nous en passer.



Accueil / International

Témoignages

Français dans les camps syriens : «Pour le pouvoir, c'est simple : ils n'existent pas»

Article réservé aux abonnés

Les familles des femmes et des enfants français retenus dans les camps du Kurdistan syrien se mobilisent pour demander leur rapatriement. Alors qu'elles attendent depuis des années, elles racontent cette souffrance taboue.